

Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux

Donatella Della Porta

Citer ce document / Cite this document :

Della Porta Donatella. Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux. In: Politix, vol. 17, n°68, Quatrième trimestre 2004. pp. 49-77.

doi : 10.3406/polix.2004.1638

http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2004_num_17_68_1638

Document généré le 17/10/2015

Abstract

Movement Democracy. Participation at the European Social Forum of Florence, from Links to Networks

Donatella Della Porta

The cycle of protest on global issues that developed since the late nineties has been largely unexpected by social scientists, who had stressed instead processes of social fragmentation and cultural individualization that would jeopardize collective action. Mobilizations on global justice issues were indeed heterogeneous, bringing together activists with different social background and world values. In this article, data coming from a survey of 2.384 activists at the first European Social Forum in Florence will be combined with the results of focus groups and in-depth interviews, in order to investigate the characteristics of the main "nodes" that took part in the protest "net", as well as how activists address issues of diversity. The ESF database indicates, first, the heterogeneity of individual paths in the movement, but also the presence of dense networks. Second, we show how organizational models help to cope with the movement internal diversity, with an emphasis upon a reticular and flexible structure. We shall however also observe the implementation problems of the emerging organizational model, face to "exigent" activists — and fluctuating levels of participation.

Résumé

Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux

Donatella della Porta

Depuis la fin des années 1990, le cycle de protestations sur les questions de globalisation s'est développé à la plus grande surprise des spécialistes des sciences sociales qui ont insisté au contraire sur la fragmentation sociale et l'individualisme croissant supposés empêcher l'action collective. Il est vrai que les mobilisations contre la globalisation sont hétérogènes, rassemblant des individus aux dispositions et aux idéologies variées. Cet article repose sur des données tirées d'une enquête auprès de 2 384 activistes au premier Forum social européen de Florence, données qui sont combinées avec les résultats de focus groups et d'entretiens approfondis. L'auteur définit ainsi les caractéristiques des principaux nœuds de réseaux pris dans cette lutte ; elle analyse également comment les individus se débrouillent de cette diversité de groupes mobilisés. La base de donnée suggère d'abord l'hétérogénéité des voies qui conduisent à la militance dans le mouvement mais aussi la présence de réseaux très denses. Ensuite, l'auteur montre comment les modèles organisationnels aident à gérer la diversité interne du mouvement, en insistant sur la dimension réticulaire et flexible. Sont abordés enfin les problèmes de mise en œuvre de ce modèle organisationnel émergent face à des activistes exigeants et des niveaux de participation fortement fluctuants.

Démocratie en mouvement

Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux

Donatella DELLA PORTA

Entre le 6 et le 9 novembre 2002 la ville de Florence a accueilli le premier Forum social européen (FSE). Après la violente répression du contre-sommet du G8 à Gênes en juillet 2001, de nombreuses manifestations eurent lieu en Italie et dans d'autres pays européens. Depuis l'expérience génoise, des forums sociaux se sont multipliés – avec plus ou moins de succès – dans de nombreuses villes d'Italie, rassemblant des organisations et individus critiques face à la « globalisation néolibérale », et réclamant une « justice globale ». Ces forums coordonnèrent des manifestations nationales de centaines de milliers de participants autour de revendications aussi diverses que les droits des migrants, la défense de l'école publique, la protection des travailleurs, l'opposition à la guerre et au terrorisme. Nonobstant les tensions existantes avant le meeting (principalement avec les politiciens de centre-droit, mais également avec une grande partie des médias qui craignaient la violence pouvant toucher ce « joyau de la Renaissance » qu'est Florence), le FSE de Florence fut un succès. Non seulement on n'y déplora aucune violence, mais en plus, le niveau de participation dépassa toutes les espérances. 60 000 personnes – soit plus de trois fois les chiffres escomptés – prirent part aux 30 conférences plénières, aux 160 séminaires et aux 180 groupes de travail organisés à la « Fortezza da Basso », ainsi qu'aux 75 événements culturels qui se tenaient en divers endroits de la ville. Près d'un million de personnes participèrent à

la marche clôturant le forum. La nature internationale de l'événement fut incontestable puisqu'il rassembla près de 20 000 délégués issus de 426 associations et provenant de 105 pays. 24 bus furent affrétés depuis Barcelone ; les Français ainsi que les Autrichiens mirent sur pied des trains spéciaux ; les Grecs affrétèrent même spécialement un bateau. Près de 400 interprètes travaillèrent de façon complètement bénévole pour assurer les traductions simultanées lors du Forum. Un an plus tard, ce furent près de 1 000 Florentins qui se rendirent à Paris pour le second FSE.

Les événements protestataires de Florence furent accueillis comme une étape de consolidation de ce mouvement qui avait commencé à devenir visible à Seattle en 1999. Le texte voté par l'assemblée du FSE débutait ainsi : « Nous, les mouvements sociaux européens, nous luttons pour les droits sociaux et la justice sociale, pour la démocratie et contre toutes les formes d'oppression ». La presse décrivit les événements comme l'expression d'« un mouvement aux âmes diverses et sans leader reconnu¹ ».

L'émergence d'une protestation globale n'avait pourtant été prévue ni par les scientifiques, ni par les commentateurs. Au contraire, beaucoup d'analyses sur les débuts de la globalisation offraient une prévision pessimiste de la disparition des mouvements sociaux. On avait jusqu'ici surtout mis en évidence les obstacles à l'action collective introduits par les phénomènes de globalisation. Les réflexions sur la « postmodernité » avaient mis en évidence des processus d'individualisation qui tendraient à isoler l'individu de la communauté, exacerbant son égoïsme et donc sa difficulté d'agir avec d'autres. Dans les sociétés contemporaines, la crise des filets de sécurité institutionnels aurait produit une déliquescence de la solidarité, avec une augmentation d'anxiétés existentielles faisant obstacle à l'action collective : « Dans toutes les sociétés, la solidarité, ou plutôt les épais tissus de solidarité, petits et grands, superposés ou entrecroisés, ont servi de protection et de garantie de certitude (même imparfaite), créant de la confiance, de l'assurance en soi et le courage indispensable à l'exercice de la liberté et à son expérimentation² ». D'où la conviction que « les individus ne peuvent faire beaucoup, seuls ou à plusieurs, pour s'opposer, voir pour vaincre, les menaces à la sécurité de leur condition sociale ou à la certitude de leurs perspectives futures ». Les tentatives de localiser les menaces butent sur « la résignation ou le désespoir, c'est-à-dire une attitude du genre "Il n'y a rien que je puisse faire"³ ».

Après la chute du Mur de Berlin, dans un système unipolaire, il n'y aurait plus de place pour les grandes utopies alternatives à celle du libre-échange. La protestation se serait donc fragmentée en une multitude de campagnes

1. *La Stampa*, 17 octobre 2002, p. 8.

2. Bauman (Z.), 2000 [or. 1999], *La solitudine del cittadino globale*, Feltrinelli, Milano, p. 37.

3. *Ibid.*, p. 55.

single-issue de brève durée⁴. Ainsi, dans les années 1990, on a souvent parlé de la crise des mouvements sociaux comme faisant « partie d'un plus ample paradigme de crise de la politique globale et spécialement occidentale, qui concerne la société civile et l'État depuis la fin de la Guerre Froide⁵ ». Démentant les hypothèses les plus pessimistes, un nouveau cycle de protestation a pourtant émergé à l'orée du nouveau millénaire, rassemblant de nombreux acteurs. L'hétérogénéité du mouvement a été relevée comme un élément novateur, tout du moins un élément enrichissant par rapport aux mouvements passés⁶. Et c'est pourtant cette diversité qui a suscité des doutes sur la capacité des acteurs protestataires à perdurer, divisant les observateurs entre ceux qui voient un mouvement social émergent et ceux qui pensent plutôt à une coalition temporaire d'acteurs qui resteront séparés. C'est pourquoi il a été proposé de définir les « mouvements contre la globalisation » au pluriel, puisqu'on y a vu une coalition en négatif de mouvements déjà existants, liée occasionnellement par la désignation d'un ennemi commun, mais peu de propositions communes⁷.

Dans cet article, nous discuterons ces thèmes en présentant des informations récoltées par le biais de diverses méthodes. Durant le FSE de Florence, le Groupe de recherche sur l'action collective en Europe (GRACE) a interviewé 2 384 militants au moyen de questionnaires semi-directifs⁸. Les questionnaires ont été distribués en face-à-face, sur un échantillon aléatoire de participants aux divers événements qui se tenaient à la « Fortezza da Basso », pendant le forum⁹. A l'analyse des questionnaires on a ajouté des observations participantes durant les journées du forum, ainsi que six *focus groups* avec des militants florentins divisés en catégories d'âge¹⁰. Au sein de ces groupes, nous nous sommes particulièrement attaqués aux sujets

4. Castells (M.), *The Rise of the Network Society*, Blackwell, Oxford, 1996, p. 3.

5. Shaw (M.), « Civil Society and Global Politics : Beyond a Social Movements Approach », in *Millennium. Journal of International Studies*, 23, 1994, p. 664-665.

6. Epstein (B.), « Not Your Parents' Protest », *Dissent*, Spring 2000, p. 8-11 ; Gill (S.), « Toward a Postmodern Prince ? The Battle of Seattle as a Moment in the New Politics of Globalisation », *Millennium*, 29 (1), 2000, p. 131-140 ; Andretta (M.), della Porta (D.), Mosca (L.), Reiter (H.), *Global, Noglobol, New Global. La protesta contro il G8 a Genova*, Bari-Roma, Laterza, 2002 ; Andretta (M.), della Porta (D.), Mosca (L.), Reiter (H.), *Global, new global. Identität und Strategien der Antiglobalisierungsbewegung*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2003.

7. Rucht (D.), « Herausforderungen für die globalisierungskritischen Bewegungen », in *Forschungsjournal Neue soziale Bewegungen*, 15 (1), 2002, p. 18.

8. Le sondage a été coordonné par Massimiliano Andretta et Lorenzo Mosca ; Maria Fabbri était responsable de la saisie des données. Pour son aide dans l'analyse des données, nous remercions chaleureusement ici Claudius Wagemann.

9. Nous avons interviewé 1 668 Italiens, 126 Français, 83 Allemands, 106 Espagnols, 143 Anglais, le reste provenant d'autres pays. Les différents échantillons représentent la proportion des présences nationales au sein du meeting.

10. Les *focus groups* ont été effectués par Elena Del Giorgio, sous la supervision de Fiammetta Benati, psychologue. Les citations des *focus groups* proviennent du rapport de recherche interne « I Figli dei Fiori », édité par Elena Del Giorgio.

concernant la conception que les militants avaient de la politique et comment ils voyaient les buts et stratégies du mouvement. Observation participante et entretiens en profondeur ont également été utilisés pour une recherche sur divers forums sociaux existants dans la région Toscane¹¹.

Dans les lignes qui suivent nous verrons quels sont les parcours militants au sein du mouvement, en tentant d'apporter une réflexion sur les caractéristiques des divers « nœuds » qui se sont joints au réseau altermondialiste. Une fois confirmée l'hétérogénéité des profils militants, nous montrerons comment s'opère la mise en réseau des individus et des groupes. Nous traiterons ensuite du modèle organisationnel, réticulaire et flexible, défendu par les militants et sur sa dissémination à l'occasion des campagnes communes. Nous terminerons par une réflexion sur les dynamiques émergentes dans le militantisme altermondialiste, en soulignant l'émergence d'un « militantisme exigeant ».

Sociographie des militants : un profil hétérogène

Une première approche des parcours militants concerne les caractéristiques socio-économiques. La recherche sur les mouvements sociaux s'est intéressée au bagage individuel des militants sur au moins deux aspects. Premièrement, il a souvent été observé que les nouveaux mouvements sociaux recrutent sur une base sociale spécifique, principalement dans certaines couches de la classe moyenne. Deuxièmement, pour pointer la surreprésentation des jeunes militants et des étudiants, on a utilisé le concept de « disponibilité biographique », afin de rendre compte des conditions qui augmentent le temps libre et limitent les responsabilités familiales, réduisant les contraintes et la participation aux actions protestataires¹². Jusqu'à un certain point, les résultats ont confirmé les études traditionnelles sur la participation politique, qui ont révélé non seulement un très bas niveau de participation¹³, déclinant drastiquement pour les formes les plus exigeantes de la participation, mais également la non représentativité de ceux qui participaient : en fait, le plus haut niveau de participation fut observé, *ceteris paribus*, chez les mieux éduqués, membres de la classe moyenne, hommes, d'âge moyen, mariés, citadins, faisant partie

11. Del Giorgio (E.), « I social forum in Toscana. Funzionamento e rapporto con il contesto locale di arene deliberative in costruzione », in Diodato (E.), dir., *La Toscana e la globalizzazione dal basso*, Libreria Chiari, FirenzeLibri, Firenze 2004 ; della Porta (D.), « Multiple Belongings, Flexible Identities and the Construction of "Another Politics". Between the European Social Forum and the Local Social Fora », in della Porta (D.), Tarrow (S.), eds, *Transnational Movement and Global Activism*, Rowman and Littlefield, 2004.

12. Cf. McAdam (D.), *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.

13. Lagroye (J.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993, p. 312.

de la majorité ethnique et bénévoles dans des associations¹⁴. Dans le même sens, dans leur recherche sur la participation aux Etats-Unis, Verba et Nie ont observé que plus le statut social d'un individu est élevé, plus il est probable qu'il participe¹⁵. Cette observation a été confirmée par une étude portant sur sept pays qui concluait que les inégalités sociales se réfléchissent dans une inégale influence politique¹⁶. D'ordinaire, un statut social élevé va de pair avec plus de ressources matérielles (dont le temps libre) pour s'investir dans la participation politique, mais également une probabilité plus élevée d'y obtenir du succès (au travers des réseaux de relations avec des personnes influentes) et spécialement un plus haut degré de satisfaction personnelle. Le désavantage psychologique va de pair avec désavantage social, réduisant la perception de son propre « droit de parole¹⁷ ». Si la participation répond à une demande d'égalité, elle tend cependant à reproduire des inégalités dans le sens où « tout individu participe, au moins potentiellement, avec un différent (ou inégal) coefficient (pour ne pas dire « privilège », qui aurait une consonance « ancien régime ») qui caractérise sa position dans le système des intérêts privés¹⁸ ».

La recherche sur le mouvement altermondialiste ne confirme que partiellement ces prévisions, en véhiculant quoi qu'il en soit une image de diversité sociale (et idéologique), confirmée par nos données sur le FSE. Déjà à propos de Seattle, les observateurs, même ceux qui éprouvaient de la sympathie envers le mouvement, prévoyaient une cohabitation difficile entre au moins deux courants : d'une part, les syndicats ouvriers et les organisations paysannes, tous deux tendanciellement protectionnistes et, d'autre part, les nouveaux mouvements (écologistes, féministes, défenseurs des droits humains), plus habitués à raisonner en termes globaux¹⁹. A une politique orientée vers leurs intérêts, menée par les travailleurs du Nord contre le « *dumping* social » et la délocalisation de la production au Sud, s'est vu opposée une politique de solidarité, propre à ces groupes internationalistes qui protestent au nom des pauvres du Tiers-Monde ou au nom des générations à venir²⁰. De façon générale, on a observé l'hétérogénéité idéologique des mobilisations, qui ont fait se retrouver côte à côte anarchistes

14. Milbrath (L.W.), Goel (M. L.), *Political Participation*, Chicago, Rand McNally, 1977.

15. Verba (S.), Nie (N. H.), *Participation in America*, New York, Harper and Row, 1972.

16. Verba (S.), Nie (N. H.), Kim (J.), *Participation and Political Equality*, New York, Cambridge University Press, 1978.

17. Bourdieu (P.), *La distinction*, Paris, Minuit, 1979, p. 180.

18. Pizzorno (A.), « Introduzione allo studio della partecipazione politica », *Quaderni di sociologia*, 3-4 (aujourd'hui in Pizzorno (A.), *Le radici della politica assoluta*, Milano, Feltrinelli, 1966, p. 90).

19. Cf. par exemple Scholte (J. A.), « Cautionary Reflections on Seattle », *Millenium. Journal of International Studies*, 29, 2000 ; Pfahl (S.), « Die WTO und die Protestbewegung ein Jahr nach Seattle », in *Berliner Debatte Initial*, 11, 2000, p. 219-231.

20. O'Connor (J.), « Die Konferenz von Seattle und die Anti-WTO-Bewegung », *PROKLA – Zeitschrift fuer kritische Sozialwissenschaft*, 30 (118), 2000.

et socialistes, anticapitalistes et réformistes, athées et croyants, ceux qui demandaient une démocratisation des organisations supranationales existantes et ceux qui au contraire souhaitaient leur abrogation.

La recherche sur les militants du FSE de Florence confirme ce profil sociographique complexe de la protestation qui, contrairement aux autres mouvements du passé, ne laisse pas apparaître une base sociale homogène, ni en termes de statut professionnel (comme ce fut le cas avec le mouvement ouvrier), ni en termes générationnels (comme en 1968), ni en termes de genre (comme dans les mobilisations féministes ou homosexuelles). En ce qui concerne le statut professionnel, 53 % étaient des étudiants, 11 % des chômeurs ou des personnes en sous-emploi, 25 % étaient salariés, 7 % indépendants. Si la présence de hauts niveaux d'instruction se trouve également confirmée dans la protestation contre la mondialisation, les transformations du marché du travail ont fait augmenter, y compris chez ceux qui participent à la contestation, le nombre des travailleurs précaires (et pas uniquement les ouvriers manuels) ainsi que celui des chômeurs – qui représentaient plus de 10 % des militants interrogés lors des protestations contre le G8 de Gênes²¹.

Egalement du point de vue de l'âge, les mobilisations présentent une très forte hétérogénéité, marquant surtout le retour à la politique des générations plus jeunes. Si jusqu'ici les mouvements sociaux ont été dominés, en tous cas dans le Nord, par la génération de 1968 – les recherches sur les jeunes ayant largement souligné leur apathie politique²² – les observateurs ont noté la présence massive de jeunes à Seattle²³ ainsi qu'à Washington (où parmi les aspects les plus surprenants on avait noté « un grand nombre de jeunes, une participation jamais vue aux Etats-Unis depuis la fin de la guerre du Vietnam²⁴ » et à Gênes (où 58 % des militants interrogés avaient moins de 25 ans²⁵). Sur le total des interviews effectuées, près de la moitié des militants étaient nés avant 1977, l'autre moitié après. 46 % étaient des femmes.

Si la base du mouvement est hétérogène, il ne semble par ailleurs pas y avoir de groupes sociaux ou de générations surreprésentées dans les cercles les plus centraux de la mobilisation – à savoir chez les « militants les plus actifs ». Les variables sociographiques n'apparaissent en effet pas comme particulièrement significatives pour expliquer l'intensité de la participation, si ce n'est que les femmes et les jeunes semblent préférer un mode de participation moins structuré en termes organisationnels. L'appartenance à

21. Andretta (M.), della Porta (D.), Mosca (L.), Reiter (H.), *Global, Noglobol, op. cit.*, chap. 3.

22. Cavalli (A.), De Lillo (A.), dir., *Giovani anni 90. Terzo rapporto Iard sulla condizione giovanile in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1993.

23. Burbach (R.), *Globalization and Postmodern Politics. From Zapatistas to High-Tech Robber Barons*, Pluto Press, London, 2001, p. 9-10.

24. Aguiton (C.), *Il mondo ci appartiene*, Milano, Feltrinelli, 2001, p. 9.

25. Andretta (M.), della Porta (D.), Mosca (L.), Reiter (H.), *Global, Noglobol, op. cit.* chap. 3.

une organisation appelante au FSE (41,5 %) est en effet corrélée au genre (ce pourcentage descend à 35,5 % chez les femmes), à la classe d'âge (en augmentant de façon homogène de 23,8 % des adolescents à 63,1 % des plus de 36 ans), au niveau d'instruction (41,1 % chez les bénéficiaires d'un titre universitaire) et à la profession (pourcentage particulièrement bas chez les étudiants et les travailleurs indépendants). Aussi, plutôt qu'une marginalité dans le mouvement, femmes et jeunes semblent se caractériser par une méfiance envers les structures organisées. En effet, le poids des variables socio-démographiques disparaît si on passe de la participation aux organisations signataires aux expériences antérieures de participation au mouvement : deux tiers des participants au FSE (68,3 % des personnes interrogées) qui ont déjà fréquenté le mouvement altermondialiste ne se distinguent en fait ni par le genre, l'âge, la profession ou le niveau d'instruction. De même, le degré d'identification au mouvement (53,3 % s'en disent assez proches et 24 % très proches) n'est corrélé avec aucune des variables sociodémographiques mentionnées plus haut.

Les nœuds du réseau

Si les variables sociodémographiques expliquent seulement en partie les dynamiques de participation, il convient de porter notre attention sur un autre type d'indicateurs concernant plutôt la lente formation de l'identité collective. L'augmentation de la participation politique et l'élargissement des recherches sur ses formes non conventionnelles, ont suscité un renouveau du débat sur ses déterminants. Alessandro Pizzorno avait noté que les caractéristiques de la politique sont la référence à des systèmes de solidarité qui sont à la base d'une véritable définition des intérêts : les intérêts peuvent en effet être distingués uniquement en référence à un système spécifique de valeurs, et les valeurs poussent les individus à s'identifier avec des groupes plus larges dans la société, fournissant un sens à leur appartenance et l'envie de se mobiliser pour eux. Dans cette perspective, la participation est une action de solidarité envers les autres qui a pour objectif de protéger ou de transformer les valeurs dominantes et les systèmes d'intérêt²⁶. Par conséquent, le processus de participation requiert la construction de communautés dans lesquelles les individus se perçoivent eux-mêmes comme égaux et se reconnaissent comme tels. La participation politique elle aussi répond à cette construction identitaire : avant de me mobiliser comme ouvrier, je dois d'abord m'identifier moi-même comme tel et me sentir appartenir à la classe ouvrière. L'identification comme conscience de l'appartenance à un *nous* facilite la participation politique. Selon Pizzorno, celle-ci « augmente (en intensité, clarté et précision) avec

26. Pizzorno (A.), « Introduzione allo studio della partecipazione politica », art.cité.

l'élévation du niveau de conscience de classe²⁷ ». En ce sens, ce n'est pas la « centralité sociale » mentionnée par Milbrath, mais bien la centralité en rapport à une classe (ou à un groupe) qui définit la propension individuelle à la participation. Et cela explique pourquoi certains groupes, composés d'individus dotés d'un statut peu élevé, sont, sous certaines conditions, capables de se mobiliser plus que d'autres. C'est pourquoi la participation est expliquée non seulement par des ressources individuelles, mais également par des ressources collectives.

La construction d'une identité collective est en général favorisée par l'insertion dans des réseaux formels et informels d'individus qui partagent certaines valeurs : à travers ces liens « le militant potentiel élabore une certaine vision du monde, acquiert les informations et les compétences minimales nécessaires pour l'action collective, se trouve confronté à l'exemple de celui qui est déjà engagé, recevant de celui-ci des stimulations et des opportunités²⁸ ». Les organisations formelles fonctionnent également souvent comme des canaux pour un recrutement « en bloc » de personnes déjà dotées de motivations politiques et d'une expérience de l'action collective. D'après de nombreuses recherches, la densité associative du point de référence des mouvements sociaux en facilite la mobilisation, offrant non seulement des ressources logistiques, mais également des structures de loyauté et une solidarité réciproque. De manière plus générale, on a observé que le fait d'atteindre des biens collectifs est toujours facilité par la présence de réseaux denses d'interactions et de normes de réciprocité : les associations seraient les principaux facteurs de production et reproduction du capital social. Les appartenances associatives rendent, en effet, l'individu plus confiant en lui et dans les autres, et l'habituent également à penser de façon moins égoïste et à agir de concert dans une communauté.

Les militants altermondialistes apparaissent imbriqués dans un réseau d'associations très dense, composé aussi bien de groupements d'inspiration catholique ou écologistes, allant du volontariat social aux syndicats, de la défense des droits humains à la libération de la femme, et cela bien souvent au travers d'appartenances multiples. La recherche sur les activistes du Forum social européen confirme cette densité et cette multiplicité des affiliations associatives. Le tableau 1 indique que les participants au FSE de Florence ont des expériences – présentes ou passées – de participation de divers types, et souvent entremêlées : des ONG aux associations de volontariat, des syndicats aux groupes religieux, des partis aux mouvements sociaux. Si les spécificités nationales qui nous rappellent le rôle des ressources et opportunités propres à chaque pays ne manquent pas, l'hétérogénéité du point de référence est ainsi confirmée pour tous les pays européens analysés.

27. *Ibidem*, p. 109.

28. Della Porta (D.), Diari (M.), *I movimenti sociali*, Roma, Carocci, 1997, p. 132.

Participation présente ou passée dans :	% de participants							
	Italie	France	Allemagne	Espagne	Grande-Bretagne	Autres nationalités	Total autres qu'Italiens	Total FSE
Partis	30,3	33,1	27,8	28,1	78,0	45,7	44,5	34,6
Syndicats	26,3	48,9	29,1	27,1	79,7	38,5	44,6	31,8
Associations environnementales	42,9	12,9	48,8	45,3	53,7	51,1	43,5	43,1
Mouvements sociaux	46,5	56,9	69,6	40,0	88,6	70,1	66,9	52,7
Collectifs étudiants	55,6	44,9	45,6	54,7	85,4	66,0	61,8	57,5
Centres sociaux	36,9	26,5	22,7	22,1	13,8	20,6	21,0	32,1
Mouvements religieux	20,2	12,4	19,0	13,5	16,3	19,9	17,1	19,3
ONG	32,1	48,2	65,4	58,3	61,8	71,0	63,2	41,5
Associations d'aide sociale	49,3	52,2	40,0	58,3	55,4	60,8	55,9	51,3
Asso de défense des immigrés	27,0	48,2	32,9	46,5	67,1	45,0	48,9	33,6
Asso sportives ou récréatives	51,7	48,6	56,3	47,4	53,3	46,6	49,1	50,9

D'après Andretta (M.), della Porta (D.), Mosca (L.), Reiter (H.), *Global, nonglobal, op. cit.*

Tableau 1. Participation présente ou passée des activistes du FSE à des groupes politiques

Ainsi, il semble que, dans les divers pays, le mouvement ait remobilisé une composante de la « vieille gauche » représentée en particulier par les syndicats, mais également les partis d'une gauche « critique ». Dans les protestations contre la mondialisation s'immiscent en effet beaucoup d'organisations syndicales du Nord, avec un discours en grande partie orienté vers la défense de politiques économiques social-démocrates. Si la principale critique à la mondialisation néolibérale est de subordonner les droits des citoyens au libre marché qui augmente les inégalités tant entre le Nord et le Sud qu'au sein même des pays, les revendications de Seattle se retrouvent, en fait, au moins en partie, dans certaines évolutions du monde du travail. Si, de façon générale, les centrales syndicales des pays européens ont considéré comme inévitables les choix de privatisation, de déréglementation et de flexibilisation du marché du travail, mis en place même par des gouvernements de centre gauche, une opposition s'est par contre concentrée dans certains secteurs externes ou internes à ces centrales syndicales.

En Italie, mais pas seulement, la protestation s'est étendue aux services publics, lesquels se sont élevés contre la privatisation, ses effets internes

(conditions de travail) et externes (efficience des services). Accusés de défendre de vieux privilèges, les syndicats du secteur public ont souvent cherché des consensus dans l'opinion publique, affirmant qu'ils défendaient la valeur du public vis-à-vis du privé, du service vis-à-vis du marché. Outre celles émanant également des transports publics, les contestations des politiques néolibérales se sont surtout étendues dans le domaine scolaire et celui de la santé. De nouveaux syndicats comme les « Comités de bases » (Cobas) en Italie ou SUD en France y sont nés et se sont développés, opposant une forte critique aux diverses formes de privatisation allant de l'*outsourcing* (délocalisation à l'étranger) au *public management* (notamment dans le sens de l'introduction des principes d'équilibre budgétaire). À côté de ceux-ci se sont également mobilisées les catégories plus combattives des travailleurs de la grande industrie, comme les ouvriers métallurgistes de FIOM en Italie (qui s'étaient déjà mobilisés lors du G8 de Gênes). Ces dernières années, la critique des politiques économiques néolibérales s'est particulièrement étendue aux principaux syndicats, qui ont commencé à dénoncer le *dumping* social produit par une compétition entre nations basée sur la réduction des coûts du travail et l'augmentation de la flexibilité. Si à Seattle une bonne partie des manifestants avait été mobilisée par l'AFL-CIO²⁹, qui avait vécu dans les années 1990 une profonde transformation, à Florence étaient présents tant le CGIL, syndicat traditionnellement proche de la gauche, que la conférence des syndicats européens. Le thème traditionnel véhiculé par la gauche d'un contrôle politique sur les marchés est surtout mis en avant par l'une des organisations les plus actives dans la critique de la globalisation, ATTAC, association « parapluie » transnationale, dont les sections nationales comptent nombre de composantes syndicales.

Un discours semblable est également tenu par les partis communistes et trotskistes de divers pays européens qui, s'il semblaient être en crise depuis la chute du modèle soviétique de « socialisme réel », se sont pourtant rénovés depuis Seattle. Et si, après la chute du Mur, ils semblaient condamnés à une mort plus ou moins lente, les partis communistes français (PCF), espagnol (PCE), italien (*Rifondazione Comunista*) et allemand (PDS) virent dans la protestation altermondialiste une opportunité de remobilisation. Cela n'est donc pas une coïncidence si les sites web présentent des informations sur la globalisation, et également des liens vers d'autres organisations altermondialistes. En général, les partis communistes s'inscrivent dans la dimension anticapitaliste par la lutte contre la dérégulation, particulièrement en ce qui concerne les problèmes sociaux et le travail.

Ainsi, si l'évolution de la « vieille gauche » a un rôle important dans les mobilisations contre la globalisation, un élément innovant réside

29. Levi (M.), Olson (D.), « The Battles in Seattle », *Politics & Society*, 28 (3), 2000.

principalement dans la rencontre entre le « vieux » mouvement ouvrier et les « nouveaux mouvements », tels que les écologistes et les féministes³⁰. Dans les protestations contre la globalisation on trouve en effet simultanément des acteurs définis comme matérialistes, c'est-à-dire liés à la défense d'intérêts économiques à la base des conflits dans les sociétés industrielles et de « nouveaux mouvements » définis généralement comme postmatérialistes ou libertaires, qui transgressent ce conflit purement économique portant sur la production pour mettre plus spécifiquement l'accent sur les libertés individuelles. Plus généralement, les nouveaux mouvements ont été définis comme attachés aux libertés et aux subjectivités individuelles, mises en péril par l'homogénéisation des consciences imposée par la société technocratique. La rencontre entre « matérialistes » et « postmatérialistes » est permise par un processus de liaison symbolique entre les thèmes classiques des anciens et nouveaux mouvements et la désignation commune de l'ennemi dans la globalisation néolibérale. Dans une grande partie du mouvement, la globalisation est liée aux catastrophes environnementales provoquées, selon les écologistes, par le renoncement des politiques à la maîtrise des processus d'exploitation économique. Nombreux sont en outre les groupes féministes qui ont souligné les conséquences « de genre » de la globalisation. Tant le mouvement des femmes que le mouvement écologiste se trouvaient dans les années 1980 et 1990 en phase d'attente voir d'institutionnalisation. Des groupes d'intérêts collectifs bien structurés (comme *Legambiente* en Italie) et des associations actives sur les exclusions féminines se sont en effet remobilisés sur les thèmes de la globalisation³¹.

Dans les protestations contre la globalisation se sont également (re)mobilisés des mouvements de jeunesse, en particulier en Italie où les Centres sociaux (*Centri Sociali*) autogérés avaient mis en avant, en même temps que la défense des groupes les plus marginaux, des exigences de réappropriation de l'espace et de construction identitaire. Si beaucoup de Centres sociaux, nés pour certains dans les années 1970, se sont dotés de structures stables, gérant des budgets parfois consistants, cette évolution – souvent dénoncée comme une forme de « commercialisation » – n'a pas effacé leur rôle d'avant-garde efficace en matière d'innovation, particulièrement dans le domaine culturel, d'actions de protestation politique (surtout sur des thèmes comme la dépénalisation de certains stupéfiants), d'autogestion des espaces sociaux et d'extension des droits de citoyenneté aux migrants. Par-dessus tout, dans les années 1990, le secteur des Centres sociaux dont émaneront les *Tute bianche*, appelés aujourd'hui les *desobbedienti* (très présents à Gênes) a

30. Sklair (L.), « Social Movements and Global Capitalism », *Sociology*, 29, 1995.

31. della Porta (D.), Diani (M.), *Movimenti senza protesta ?*, Bologna, Il Mulino, 2004 ; della Porta (D.), *I new global*, Bologna, Il Mulino, 2003 ; della Porta (D.), « The Women's Movement, the Left and the State. Continuities and Changes in the Italian Case », in Banaszak (L. A.), Beckwith (K.), Rucht (D.), eds, *Women's Movements Facing the Reconfigured State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

commencé à collaborer avec les autorités locales et a prôné une certaine modération des répertoires d'action en défendant l'idée d'une désobéissance civile « protégée ».

Une autre caractéristique du mouvement provient du grand nombre d'associations, de volontaires et de militants actifs sur les thèmes de la solidarité avec le Sud, mais également sur la précarisation au Nord. Un thème central du mouvement est donc celui de la solidarité, particulièrement forte au sein des groupes religieux, mais invoquée toujours plus par les associations de volontariat laïques. Dans leurs interventions de solidarité dans les pays en voie de développement, pour des cas d'urgence humanitaire et également dans les banlieues des grandes villes du Nord, les volontaires d'organisations non gouvernementales laïques et religieuses ont souvent travaillé ensemble, et ensemble ils ont dénoncé l'augmentation de la pauvreté induite par les coupures budgétaires. En Italie également, une critique de la globalisation des marchés est venue en particulier du secteur catholique qui, dans des interventions sur l'émigration et la pauvreté, s'est jointe à une partie des nouveaux mouvements sociaux. L'année du jubilé a représenté un moment particulier d'agrégation de réseaux et de mobilisations sur les thèmes de la solidarité avec le Sud, et donc de critiques des effets de la globalisation. Des organisations catholiques étaient également présentes lors du Forum social de Gênes et, successivement, dans les forums sociaux locaux. L'interaction entre laïcs et catholiques fût particulièrement intense au sein de la *Rete Lilliput* ou, partageant le souci de transformations éthiques plutôt que politiques, se trouvent certains réseaux de matrice catholique – avec en particulier *Mani teste* (Mains tendues, organisation née en 1964 et surtout active dans la coopération et le développement), *Pax Cristi* (fondée en 1945 comme mouvement international pour la paix), et *Nigrizia*, revue dirigée par Alex Zanotelli.

Des groupes catholiques et laïcs s'étaient du reste déjà rencontrés dans des mobilisations pour la paix, au moment du cycle de protestation du début des années 1980 contre les missiles nucléaires de l'OTAN. A partir de 1995, en Italie, l'assemblée de l'ONU des peuples (avec des représentants de 500 groupes locaux et nationaux et plus de 300 entités locales de plus de 100 pays) a été organisée tous les deux ans par la *Tavola della pace* (Table de la paix), se concluant toujours par une marche – comptant 50 000 participants en moyenne. Parmi les groupes pacifistes sont présents aux mobilisations altermondialistes des représentants d'associations telles que l'*International Campaign to Ban Landmines*, l'*International Action Network on Small Weapons*, l'*International Peace Bureau* et *Pax Cristi*, en plus d'organisations pour un vivre ensemble inter-ethnique, comme le Mouvement européen pour la paix et les droits humains (fondé à Bruxelles en 2002) et Europe par en-bas (né à Sarajevo la même année). Aux thèmes de la paix s'ajoutent également les campagnes de non-violence en Palestine, de

même que celles sur les migrants, souvent victimes des conflits armés dans leurs pays et de discriminations au Nord ; tout cela accentué par la propagande en faveur d'une guerre basée sur un présumé « conflit de civilisations³² ».

Les militants des divers « nœuds » partagent certains traits communs. Les caractéristiques sociodémographiques ont un poids variable selon les groupes qui convergent vers le « mouvement des mouvements ». Les variables sociographiques ne sont pas significatives pour expliquer la participation aux associations écologistes, ni à des groupes religieux. La participation aux associations d'immigrés (33,5 %) n'est corrélée ni avec le genre ni avec la classe d'âge, mais avec la profession et augmente avec les diplômés (43,7 %). Les groupes les plus typés en termes sociodémographiques, sont les associations féministes (21,7 %). La participation est là corrélée avec le genre (atteignant 33,3 % chez les femmes), l'âge (allant, là aussi avec une certaine homogénéité, de 8,5 % chez les adolescents à 35,5 % chez les plus de 36 ans), la profession (particulièrement basse chez les étudiants) et le niveau d'instruction (la participation croît de 12,3 % chez ceux qui n'ont pas de formation universitaire à 30,9 % chez les diplômés). Une présence féminine moindre caractérise les syndicats et partis. L'appartenance aux syndicats (31,7 %) est corrélée avec le genre (26,5 % seulement chez les femmes) et la classe d'âge (croissant de façon constante de 13,5 % chez les adolescents à 65,9 % chez les plus de 36 ans). En outre, l'appartenance syndicale est également sensible au niveau d'instruction (jusqu'à 41,8 % des diplômés) et au type d'emploi, avec des valeurs plus hautes pour les retraités les plus instruits (80 %) et les salariés (30,7 %). La participation aux partis est corrélée avec le genre (descendant à 26,5 % pour les femmes) et la classe d'âge (allant de 20,6 % pour les adolescents à 50,9 % pour les plus de 36 ans), plus qu'avec le type d'emploi, avec des valeurs hautes pour les retraités (60 %) et les salariés (49,1 %) et le niveau d'instruction (il augmente jusqu'à 41 % chez les diplômés). Quand à la participation aux centres sociaux et collectifs estudiantins, elle est plus forte chez les jeunes, descendant de 73,3 % chez les adolescents à 43,1 % des plus de 36 ans. Les militants des Centres sociaux sont par ailleurs plus masculins que féminins, rassemblent une plus grande proportion de chômeurs et de précaires, avec un niveau d'instruction moyen.

32. Une manifestation d'un million de personnes contre la guerre en Irak conclura le Forum social Européen de Florence, qui lancera, entre autres, une journée mondiale de la protestation pour la paix. Le 15 février 2003, de grands cortèges ont parcouru, les grandes villes et capitales européennes (avec des estimations de trois millions de participants en Italie, trois millions en Espagne, un million et demi à Londres et un demi-million à Berlin) et aux Etats-Unis (plus de cent mille personnes à New York).

	Sexe	Age	Statut professionnel	Catégorie professionnelle	Niveau d'études
Appartenance à une organisation	0,12 (hommes)	0,28 (3, 4, 5)	0,27 (4, 5 ; 7)	0,17 (5)	0,17 (3)
Participation à des activités antérieures	0,07	0,08	0,07	0,07	0,09 (3)
Identification avec le mouvement altermondialiste	0,03	0,06	0,08	0,09	0,11 (3)
Appartenance à une organisation féministe	0,27 (femmes)	0,21 (3, 4, 5)	0,19 (4, 6, 7)	0,08	0,17 (3)
Appartenance à une organisation écologiste	0,02	0,08	0,06	0,14 (3 ; 4 ; 5)	0,08
Appartenance à une organisation de défense des immigrés	0,02	0,16 (3, 4, 5)	0,17 (un seul ne l'est pas)	0,05	0,18 (3)
Appartenance à un centre social	0,08 (hommes)	0,14 (2, 3)	0,11 (3, 4, 6)	0,13 (1, 5)	0,12 (2)
Appartenance à une organisation d'étudiants	0,04	0,22 (1, 2)	0,17 (1)	0,02	0,07
Appartenance à une organisation religieuse	0,02	0,6	0,06	0,10 (4)	0,03
Appartenance à un syndicat	0,11 (hommes)	0,41 (4, 5)	0,42 (5 ; 7)	0,26 (2 ; 3 ; 4)	0,16 (3)
Appartenance à un parti politique	0,12 (hommes)	0,21 (4, 5)	0,21 (5 ; 7)	0,09	0,10 (3)

Légende :

- Age : 1 = < 19 ; 2 = 19-25 ; 3 = 26-35 ; 4 = 36-45 ; 5 = 46 +

- Statut professionnel : 1 = étudiants ; 2 = doctorant ou postdoctorant ; 3 = chômeur ; 4 = précaire ; 5 = employé ; 6 = indépendant et profession libérale ; 7 = femme au foyer, retraité.

- Catégorie professionnelle (étudiants exclus) : 1 = travailleur manuel ; 2 = employé du privé ou du public ; 3 = enseignant ; 4 = cadre ; 5 = profession libérale.

- Etudes : 1 = primaire ; 2 = secondaire ; 3 = supérieur.

Tableau 2. Corrélations entre caractéristiques sociographiques, types d'engagement et expérience militante (V de Cramer)

Des différences émergent également dans l'utilisation de certaines formes d'action. Nos militants se caractérisent par une expérience variée de la participation. Presque tous ont participé à des assemblées, signé des pétitions et fait grève. Deux tiers d'entre eux ont participé à des *sit-in*, à des occupations de locaux et des boycotts. La moitié enfin a déjà eu une expérience partisane ou électorale, alors que seul 1,8 % ont commis des déprédations. Sur cette question des modes d'actions, l'on note également certaines corrélations. Si les formes d'action conventionnelles sont plus courantes chez les organisateurs, il n'en va pas de même pour la participation à des formes d'action plus radicales (telles que les occupations de locaux) ni pour ce qui est des actions violentes.

Le degré d'identification au mouvement n'est pas de son côté significativement corrélé avec l'utilisation des formes d'actions moins extrêmes (comme convaincre quelqu'un de voter pour un parti, militer dans un parti, distribuer des tracts, participer à des assemblées, faire la grève, participer à des *sit-in* et boycotter des produits), mais influence par contre le fait de signer des pétitions, lettres et référendums, tout en réduisant les chances de recours à l'action violente. Enfin, la participation aux initiatives passées du mouvement n'est significativement corrélée avec le recours à tel ou tel mode d'action.

Certains réseaux organisationnels se distinguent du point de vue des formes d'action : la participation aux associations féministes augmente la propension à l'activisme partisan, à la distribution de tracts, au *sit-in* et au boycott ; les écologistes utilisent plus que les autres la pétition, le référendum, le *sit-in* et le boycott. Ceux qui militent pour les droits des migrants et dans les Centres sociaux, participent plus que la moyenne à des occupations et utilisent plus souvent la violence (de même chez les étudiants).

Si l'adhésion à des communautés ou des mouvements religieux joue à l'inverse, les militants syndicaux et de partisans ont quant à eux une plus grande expérience dans l'utilisation de formes d'action telles que convaincre quelqu'un de voter pour un parti, faire de l'activisme partisan, signer des pétitions, des lettres ou des référendums, faire la grève, distribuer des tracts participer à des *sit-in*, et, dans le cas des syndicats, utiliser le boycott et les actions violentes.

Répertoire	Appartenance à une organisation	Identification avec le mouvement alter-mondialiste	Expérience militante	Appartenance à une organisation féministe	Appartenance à une organisation écologiste	Appartenance à une organisation de défense des immigrés	Appartenance à une organisation d'étudiants	Centre social	Appartenance à une organisation religieuse	Appartenance à un syndicat	Appartenance à un parti politique
Vote de conviction pour un parti	0,17 (oui)	0,08	0,03	0,07	0,02	0,06	0,08	0,06	0,02	0,22 (oui)	0,36 (oui)
Participation aux activités d'un parti	0,32 (oui)	0,10 (3)	0,04	0,13 (oui)	0,03	0,16 (oui)	0,14 (oui)	0,02	0,05	0,35 (oui)	0,73 (oui)
Pétitions, lettres	0,13 (oui)	0,10 (3)	0,05	0,09	0,14 (oui)	0,13 (oui)	0,05	0,04	0,01	0,14 (oui)	0,14 (oui)
Distribution de tracts	0,31 (oui)	0,07	0,07	0,13 (oui)	0,08	0,25 (oui)	0,19 (oui)	0,13 (oui)	0,04	0,21 (oui)	0,27 (oui)
Participation à une assemblée	0,04	0,07	0,03	0,03	0,04	0,04	0,11 (oui)	0,11 (oui)	0,03	0,04	0,07
Grève	0,04	0,04	0,08	0,02	0,01	0,03	0,08	0,17 (oui)	0,09	0,12 (oui)	0,06
Sit-in	0,14 (oui)	0,09 (3)	0,05	0,11 (oui)	0,12 (oui)	0,20 (oui)	0,15 (oui)	0,24 (oui)	0,08	0,15 (oui)	0,17 (oui)
Boycotts	0,19 (oui)	0,09 (3)	0,07	0,13 (oui)	0,15 (oui)	0,25 (oui)	0,10 (oui)	0,19 (oui)	0,02	0,10 (oui)	0,10 (oui)
Occupation de lieux publics et privés	0,03	0,06	0,04	0,06	0,04	0,17 (oui)	0,24 (oui)	0,43 (oui)	0,12 (no)	0,00	0,04
Actions violentes	0,06	0,07	0,02	0,05	0,05	0,10 (oui)	0,05	0,17 (oui)	0,07	0,11 (oui)	0,08

Tableau 3. *Corrélations entre type d'engagement, expérience militante et répertoire protestataire (V de Cramer)*

	Left-right
Appartenance à une organisation	0,25 (oui = extrême gauche ; non = refus de se positionner)
Identification avec le mouvement altermondialiste	0,17 (oui = extrême gauche ; non = refus de se positionner)
Participation à des activités antérieures	0,09
Appartenance à une organisation féministe	0,13 (oui = extrême gauche ; non = refus de se positionner)
Appartenance à une organisation écologiste	0,06
Appartenance à une organisation de défense des immigrés	0,21 (oui = extrême gauche)
Appartenance à une organisation d'étudiants	0,14 (oui = extrême gauche)
Centre social	0,25 (oui = extrême gauche ; non = refus de se positionner)
Appartenance à une organisation religieuse	0,21 (non = extrême gauche)
Appartenance à un syndicat	0,28 (oui = extrême gauche ; non = refus de se positionner)
Appartenance à un parti politique	0,32 (oui = extrême gauche ; non = refus de se positionner)

Identification avec le mouvement: 1= peu ou pas ; 2 = assez ; 3 = beaucoup

Tableau 4. *Corrélations entre type d'engagement, expérience militante et auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite (V de Cramer)*

Dans un mouvement qui se situe de façon homogène à gauche (un quart des militants italiens se situant à l'extrême gauche, une moitié à gauche et le reste entre centre gauche et refus de se situer sur l'axe gauche-droite, soit 15 %), le degré d'appartenance aux divers réseaux influence également le positionnement politique. Ceux qui participent à des organisations et s'identifient au mouvement, tendent à se situer plus à gauche. Plus l'identification au mouvement croît, plus augmente la propension à s'identifier à une communauté au niveau global. La participation passée aux initiatives du mouvement n'influence pas le niveau d'identification territorial ou l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite. La participation aux associations féministes, de défense des migrants, à des associations d'étudiants, aux Centres sociaux, syndicats et partis augmente la propension à se situer à gauche, tandis que la participation à des communautés ou à des groupes religieux réduit l'identification à l'extrême gauche et accroît le positionnement de centre-gauche. Les groupes actifs sur l'immigration ont une plus grande tendance à s'identifier avec « le monde », tandis que la

participation à des communautés ou à des mouvements religieux est corrélée avec de plus grands liens affectifs avec « le quartier, la ville, la nation et l'Europe ».

Appropriation organisationnelle : comment rassembler les différences ?

Mais qu'est-ce qui tisse la toile à partir de ces différents filets ? Contrairement aux partis et groupes de pression (qui peuvent cependant faire partie des réseaux du mouvement), les mouvements sociaux ont une structure réticulaire, avec un bas niveau d'institutionnalisation : des associations formelles se mêlent à des petits groupes aux structures informelles ; la coordination est faible et il manque souvent un *leadership* reconnu ; les frontières organisationnelles sont flexibles ; l'appartenance à un mouvement comprend rarement la possession d'une carte de membre. Les mouvements sociaux se caractérisent par une structure organisationnelle *segmentée* avec des groupes qui naissent, se mobilisent et déclinent continuellement ; *polycéphales*, avec une structure de leadership plurielle ; et *réticulaires*, avec des entités connectées au travers de multiples liens³³.

Ces caractéristiques générales des mouvements sont accentuées dans les protestations contre la globalisation. A la mobilisation de réseaux associatifs très hétérogènes s'ajoute une structure organisationnelle particulièrement flexible aux multiples centres. Par rapport aux mouvements du passé, le « mouvement des mouvements » se caractérise majoritairement par la présence de liens faibles entre groupes fonctionnant sur des modèles organisationnels différenciés. La mobilisation de ces groupes demande une structure réticulaire respectant les spécificités, en les mettant en contact. On peut dire que le succès du mouvement altermondialiste est dû à sa capacité d'« appropriation » d'espaces sociaux et d'identités collectives existantes³⁴, c'est-à-dire non seulement à sa capacité de construire des nouvelles organisations, mais surtout de pénétrer et de faire converger des centaines d'associations, partis, comités, syndicats et collectifs déjà existants autour d'un parcours commun.

Cette structure ouverte et inclusive, déjà typique du mouvement féministe pour la paix, est ici accentuée. L'objectif est là d'abord de favoriser les relations, en construisant un réseau d'individus et d'associations. Les *focus groups* menés à Florence indiquent que les militants ont intériorisé une sorte d'idéologie organisationnelle qui favorise la pluralité plutôt que l'unité, le

33. Gerlach (L.), « Movements of Revolutionary Change. Some Structural Characteristics », in *American Behavioral Scientist*, 43, 1976.

34. McAdam (D.), Tarrow (S.), Tilly (C.), *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 102.

respect des différences plutôt que l'homogénéisation. Les modèles organisationnels décrits comme « horizontaux », partant du bas, inclusifs, paritaires, solidaires, contaminés, s'opposent à une conception verticale, partant du haut, exclusive, hiérarchique, inégalitaire et totalisante. La force du mouvement réside dans sa capacité à « mettre en réseau » les associations et les « non-organisés » – étant entendu que « pour un non-organisé, il est plus facile de s'approcher du mouvement que d'une association spécifique, un parti ou un syndicat, quel qu'il soit, parce que le mouvement est plus ample... en bref, il est plus libre, plus ouvert, voilà... probablement aussi par la *forme non organisée* qu'il a » (3G, p. 64, l'italique est de nous). Dans l'imaginaire des militants, la valeur du mouvement réside dans sa capacité à rassembler « de nombreuses situations... qui dans les années passées, particulièrement lors de la dernière décennie, ne se sont pas suffisamment croisées, ou se sont croisées sur des grandes causes, pour des périodes très brèves, sous une impulsion toujours très émotive. En revanche, ceci est la première expérience que je vis en contact, et le fait d'être en réseau est un des facteurs les plus importants... ceci est la partie positive, euh... la valeur du Forum social » (4G, p. 89). Le réseau est défini comme bien plus qu'une agrégation de groupes : c'est en effet dans le réseau que le militant « connaîtra des gens, nouera des liens, deviendra communauté... » (4A, p. 92).

Le réseau devient donc, au-delà de sa capacité à guider l'organisation effective du mouvement, une valeur pour les militants qui insistent sur une conception de la démocratie participative, opposée à une démocratie représentative, laquelle selon eux, par ailleurs, ne fonctionne plus³⁵. Même en se référant aux modèles de démocratie directe propres aux mouvements précédents, l'héritage n'est pour autant pas exempt de critiques. En effet, on reconnaît les erreurs du passé et on cherche (sans toujours les trouver) des solutions à celles-ci. Si la principale institution des forums sociaux est l'assemblée – entendue comme rendez-vous périodique – la *méthode consensuelle* qui y prévaut, implique un débat orienté vers la construction d'une position commune. Dans le cours d'une discussion, la confrontation de positions diverses devrait aider à trouver les meilleures solutions. Comme l'explique un militant du Forum social de Lucca, après d'« exténuantes et très ouvertes » discussions initiales sur la formule « nous sommes parvenus à une sorte de synthèse ; l'organisation devrait fonctionner comme ceci : l'assemblée qui décide est souveraine, et on ne vote presque jamais ; on tente plutôt d'atteindre un équilibre de synthèse, une décision qui soit massivement partagée, partagée par tous et pratiquement pas de décisions qui soient prises avec la corde au cou, ce qui nous force à prendre une initiative à laquelle personne ensuite ne participe ; cela afin que les personnes ne disent pas oui comme ça... c'est la raison pour laquelle on ne vote quasiment jamais, et dans le cas où on doit voter, on compte les

35. della Porta (D.), *I new global*, op. cit.

têtes, les personnes, même celles qui sont présentes pour exalter la valeur d'une assemblée, par conséquent, on ne compte pas les sigles » (Entretien avec des responsables du Forum social de Lucca).

La méthode consensuelle a déjà été proposée par le mouvement étudiant dans ses premières phases, puis reprise par le mouvement féministe avec plus de conviction. Les difficultés qu'elle pose sont donc connues. Beaucoup de groupes altermondialistes ont revisité le modèle consensuel, créant ainsi de nouvelles règles, plus ou moins formelles, qui devraient aider à dépasser les blocages décisionnels créés par la constante divergence d'opinions ou la manipulation du système de la part de quelques-uns³⁶. Le système consensuel devrait ainsi permettre à tous d'exprimer leur propre opinion, en apprenant des autres, et en s'approchant de décisions plus faciles à mettre en œuvre, justement parce que partagées.

La recherche sur les forums sociaux en Toscane confirme la recherche d'innovations, également au travers de nouvelles règles. L'exclusion de sujets plus faibles devrait être évitée grâce à la présence conjointe de *médiateurs/facilitateurs* et d'un *contingement des temps de discussion*. Par exemple, à Lucca, un jeune militant explique que « il y a un coordinateur à tour de rôle pour chaque assemblée, qui prend le procès-verbal et réceptionne le matériel ; il reste en charge jusqu'à l'assemblée suivante, reçoit ce qu'il faut pour préparer l'ordre du jour de l'assemblée suivante, durant laquelle est nommé le nouveau coordinateur, et ainsi de suite... C'est cela qui a permis de faire les forums sociaux à Lucca, cette forme non institutionnelle et qui encourage la participation » (entretien avec un militant du forum social de Lucca, p. 4-5). Aux « leaders » se substituent les porte-parole eux aussi par rotation, d'un nombre toujours élevé, justement pour réduire les mécanismes de concentration. La *rotation* des présidents d'assemblée doit éviter la formation d'un *leadership*. La même complexité et articulation des thèmes traités apporte un « *leadership* très mobile », lié à la gestion des compétences utiles sur le moment. A Massa, comme à Livourne, le choix des porte-parole est justifié « à tour de rôle suivant l'initiative qu'on va prendre », en fonction des compétences spécifiques (militant du Forum social de Livourne, p. 6).

36. Comme l'a relevé Francesca Polletta, observant l'évolution des pratiques de démocratie participative dans les mouvements américains, « Un militant des années soixante serait surpris de la panoplie procédurale qui accompagne le processus décisionnel aujourd'hui. Il y a des rôles formels – chronomètres, facilitateurs, observateurs d'émotions – et toute une gestuelle sophistiquée. Lever les doigts, en les bougeant comme pour jouer du piano, signale le soutien à un point, former un triangle avec l'index et le pouce des deux mains indique une préoccupation pour le respect des règles du processus délibératif, le poing levé signifie l'intension d'opposer un veto à une décision » (Polletta (F.), *Freedom is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 2002, p. 190-191).

Dans la réalité, en fait, beaucoup de militants interviewés voient bien la difficulté de la mise en œuvre de nouveaux principes organisationnels. En particulier, ils reconnaissent le décalage qui existe entre un modèle participatif et horizontal et le fonctionnement réel, souvent hiérarchique et excluant. Selon un jeune interviewé, « nous savons tous que nous devons trouver de nouvelles formes pour faire de la politique » mais « à la fin, quelles que soient ces formes, personne n'arrive à les comprendre » (militant du Forum social de Massa, p. 7). Par dessus tout, si l'engagement des « non-organisés » est élevé dans les phases de grande mobilisation, lorsque la mobilisation décroît, selon un militant d'une trentaine d'années « et qu'il y a un moment de calme, tout les problèmes relatifs à l'organisation interne refont surface » (entretien avec un militant du Forum social de Livourne, p. 11). Particulièrement, dans les moments de basse mobilisation, le mécanisme d'assemblée ne réussit pas, selon un interviewé du *focus group* des quarantennaires, à maintenir la participation des non-organisés : « L'on risque de les perdre parce que nous nous proposons d'être un lieu qui est construit politiquement et intellectuellement d'une façon qui est incapable d'accueillir » (5E, p. 133).

C'est justement la densité associative, que ce soit au niveau des appartenances multiples, ou au niveau de la structuration autour des forums sociaux, qui présente des défis particuliers pour la construction de sphères délibératives. Un participant au *focus group* des trentennaires observe : « Il n'est pas difficile de me rattacher à X, ça ne l'est vraiment pas, il est plus difficile de se rattacher avec la structure en tant que telle qui, arrivée à un certain point, doit la maintenir ; et la pratique de la contamination et du consensus peut dysfonctionner et cela peut amener à ce qu'elle disait, c'est-à-dire que ce mouvement, de fait, n'a jamais exprimé sa représentativité jusqu'ici et je ne crois même pas qu'il en soit capable aujourd'hui » (3E, p. 65).

Un risque bien perçu au sein du mouvement est en effet celui de la *manipulation* par les « mieux organisés » – ce que les militants appellent « mettre le grappin ». Dans les « lacunes que je peux voir » déclare un très jeune interviewé, « il y a la tendance à l'hégémonie de la part de certains groupes... ce qui selon moi voudrait dire la destruction... parce qu'à la fin, tant que c'est varié, c'est un mouvement, mais quand c'est l'expression d'une voix, définir un mouvement... » (1D, p. 11). L'assemblée, comme de nombreuses recherches l'ont souligné et comme le confirment les observations des plus jeunes, peut être contrôlée « par les *leaders* et les petites chef-fe-s qui apparaissent au Forum et tentent d'imposer leur hégémonie, petits jeux et pas petits jeux... » (2G, p. 44). Dans les forums sociaux, même les militants les plus mûrs notent et craignent « cette tentative de la récupération pour écarter celui-ci ou celui-là... » (5D, p. 131).

Plus que le contrôle par une force politique, on craint ainsi l'apparition de *logiques organisationnelles*, qui rendraient plus difficile l'émergence d'une

identité de mouvement. La critique de la « participation médiatique de certains personnages qui se bougent seulement pour être dans les journaux » (1D, p.11), très forte chez les plus jeunes, se croise avec celle portée à l'encontre des représentants d'organisations, qui « n'agissent que mandatés par eux-mêmes ». Les plus chevronnés stigmatisent également « le "mécanisme-vitrine", le fait que tant de gens aient besoin d'affirmer leur identité, en répétant des choses qui ont déjà été dites, en annonçant des choses que tout le monde sait, en ressassant le contenu des tracts distribués, autant de messages qui sont une affirmation d'existence, et cela est très fatigant » (4G, p. 96). L'excès de « prise de parole » réduit, dans la perception des militants, même les plus mûrs, l'espace laissé à la participation des non-organisés – « on a fait cette très belle charte selon laquelle le pouvoir politique et décisionnel appartient à l'assemblée, laquelle se retrouve tous les 15 jours et est l'unique organe pouvant voter et prendre les décisions. Or, elle est gérée de façon terrifiante selon moi... C'est d'un ennuyeux... Ce sont toujours les mêmes qui parlent qui ont vingt ans d'expérience politique derrière eux et à la fin, les discours sont exclusifs et s'il t'arrive de vouloir apporter quelque chose d'innovant, tu te fais naturellement vite expulser » (4A, p. 96). En effet, le fait de créer de la solidarité à l'interne réduit l'ouverture vers l'extérieur : « Après peu de temps, en assemblée plénière, à force de discuter de tout, certaines personnes n'arrivaient plus à rester. Ceux qui continuaient à rester là se sont en quelque sorte amalgamés et pour les nouveaux qui sont arrivés, je l'ai vu encore récemment, ça n'était pas facile... » (Entretien avec un militant du Forum social d'Arezzo, p. 7). Justement, les « identités au long cours » des organisations plus structurées sont vues comme des obstacles à l'agrandissement du mouvement – à ce point que, dans la perception d'un participant, les militants des arènes qui ont des structures plus décentralisées, même idéologiquement distantes, tendent à mieux interagir entre elles qu'avec les représentants d'infrastructures bureaucratiques³⁷.

La « contamination » en action

Par certaines de ses caractéristiques, le mouvement semble pourtant offrir la possibilité de dépasser les limites de la démocratie directe, en s'appuyant sur l'élaboration d'identités tolérantes, la mise en valeur de la subjectivité et la contamination de ses valeurs dans l'action³⁸. Les recherches antérieures

37. Selon un militant, « Lilliput et les Désobéissants font pour moi plus partie d'une arène qui a des affinités de méthodes... enfin, une manière de travailler, tandis que moi, je vois plus de difficultés à faire communiquer... qu'est-ce que j'en sais... l'Archi et Lilliput... ou, en fait, les partis, les grandes associations... ça, je trouve que ce sont les sujets qui freinent le plus, parce que, ils ont leur identité... ils ont des méthodes de travail différentes » (4G, p. 90).

38. Della Porta (D.), « Multiple Belongings, Flexible Identities and the Construction of "Another Politics": Between the European Social Forum and the Local Social Fora », in della Porta (D.),

ont montré que la construction d'une identité collective est à la fois une précondition de l'action et son produit. La participation favorise la transformation des identités individuelles, augmentant le sentiment d'appartenance à un groupe, et affaiblissant au contraire d'autres potentiels d'identification³⁹. Les barricades pour les révolutionnaires, les grèves pour les travailleurs, les occupations pour les étudiants sont destinées à influencer les autorités, mais ont également une fonction interne de renforcement de la « conscience de classe » – ou en des termes plus modernes, d'identification collective. C'est pourquoi la participation est une sorte de cercle vertueux, accroissant le sentiment d'appartenance qui pousse à plus de participation. Dans l'action, les participants ont tendance à distinguer un « nous », avec lequel ils s'identifient, d'un « eux », les adversaires, auxquels les responsabilités sont attribuées. C'est là que le processus de « libération cognitive⁴⁰ » se développe et que se joue la lutte pour la reconnaissance d'identités émergentes⁴¹. Dans *Freedom Summer*, Doug McAdam a distingué certains parcours biographiques typiques, identifiant des dispositions biographiques, mais également le rôle de certaines expériences spécifiques de participation protestataire dans la détermination de choix ultérieurs⁴². Aussi bien, les recherches sur les formes les plus extrêmes de militantisme politique, comme dans les organisations terroristes, indiquent que les identités militantes se développent tout au long de la « carrière⁴³ ». Enquêtant sur le mouvement pacifiste, Downton et Wehr expliquent la « persistance militante » comme étant à la fois l'effet d'une disponibilité attitudinale (dérivant de la socialisation), d'une disponibilité situationnelle (comme un parcours professionnel flexible, un travail à temps partiel, l'absence d'enfants), des circonstances extérieures, mais également des effets réflexifs de la participation à un mouvement, en termes de renforcement d'un système de valeurs alternatif⁴⁴.

Dans le mouvement altermondialiste, le processus de construction d'un sentiment commun dans l'action est perçu par les militants comme particulièrement important pour valoriser les différences. Les divers secteurs du mouvement ne se sont en effet pas rencontrés à Florence pour la première fois, mais ont déjà l'expérience de mobilisations communes, que ce

Tarrow (S.), eds, *Transnational Movement and Global Activism*, Rowman and Littlefield, 2004, à paraître.

39. Della Porta (D.), Diani (M.), *I movimenti sociali*, Roma, Carocci, 1997, p. 104.

40. McAdam (D.), *Freedom Summer*, op. cit.

41. Pizzorno (A.), *On the Individualistic Theory of Social Order*, in Bourdieu (P.), Coleman (J.S.), dir., *Social Theory for a Changing Society*, Boulder and Oxford, Westview Press, 1991, p. 209-231 ; della Porta (D.), Greco (M.), Szacolczai (A.), dir., *Identità, riconoscimento e scambio. Saggi in onore di Alessandro Pizzorno*, Roma, Laterza, 2000.

42. McAdam (D.), *Freedom Summer*, op. cit.

43. Della Porta (D.), *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

44. Downton (J. Jr.), Wehr (P.), *The Persistent Activist*, Boulder, Westview, 1997.

soit sur le terrain local ou transnational – sur la défense de l’environnement et l’intégration des immigrés, la lutte contre le SIDA, les questions de genre, les nouvelles marginalités, la précarité du travail, la privatisation des services et le manque d’« espaces libres » pour les jeunes⁴⁵.

La présence de nombreux liens entre les militants interrogés confirme ce que les militants définissent comme un processus de « contamination⁴⁶ ». Les contre-sommets internationaux, les campagnes tout autant que les protestations au niveau local sur les thèmes de la justice globale ont été organisées par des coordinations de centaines, voire de milliers de groupes. Nombre de ces coordinations sont formées *ad hoc*, pour l’organisation d’une grande manifestation : structures temporaires, elles prennent souvent comme nom la date de l’événement planifié (J18 ; N30 ; A16 ; S26) – « Quand ces événements se sont terminés, ils ne laissent pas de traces derrière eux, à part un site internet archivé⁴⁷ ». D’autres réseaux se sont pourtant créés.

En général, comme cela a déjà été observé, le mouvement altermondialiste porte une attention particulière au débat ouvert entre positions et identités. Selon Francesca Polletta, les militant américains de certains groupes prônant la justice globale « attendaient des uns et des autres qu’ils proposent des raisons légitimées pour préférer une option à une autre. Ils s’efforçaient de reconnaître les mérites de telle ou telle raison pour favoriser une option particulière... le but n’étant pas tant l’unanimité que le discours. Mais il y avait un type particulier de discours, dicté par des normes d’ouverture et de respect mutuel⁴⁸ ». Nos militants aussi insistent sur la tolérance comme une caractéristique positive et innovante du nouveau mouvement.

Si la prévalence de logiques d’organisation est mal considérée, les militants ne proposent pas pour autant une dissolution du mouvement. Au contraire, l’idée d’identités multiples semble se diffuser, insérées en partie dans des « histoires » d’organisations, auxquelles on ne demande pas de renoncer à leur propre passé, mais plutôt de s’engager dans une confrontation passionnée et ouverte. La préoccupation pour les conséquences de la compétition entre organisations dans le mouvement est en outre contrée par la capacité du mouvement à *transformer les identités initiales*, notamment par la construction de rapports de confiance réciproques. A la participation de groupes divers à des campagnes et actions de protestation – surtout dans des arènes plus réduites comme les petits groupes de travail – on attribue la capacité de construire des valeurs communes, de se contaminer, ou, comme le dit une militante, de se « fluidifier ». Les diverses solutions

45. della Porta (D.), *I new global*, *op. cit.*

46. della Porta (D.), « Multiple Belongings... », art cité.

47. Klein (N.), *Fences and Windows. Dispatches From the Front Lines of the Globalization Debate*, 2002, p. 18.

48. Polletta (F.), *Freedom is an Endless Meeting*, *op. cit.*, p. 7.

organisationnelles adoptées sont ainsi souvent définies, de façon pragmatique, comme des expérimentations, des tentatives de s'approcher le plus possible du modèle participatif. La construction d'un sujet commun n'exclut ainsi pas d'autres appartenances, au contraire : la présence conjointe d'appartenances organisationnelles et d'identités diverses est perçue comme une richesse, permettant de maintenir une certaine spécificité, tout en construisant une identité commune. La fluidité et la multiplicité des appartenances sont presque présentées comme un vaccin contre les risques de manipulation. Comme le souligne un jeune militant, « avec mon collectif, au sein de mon université, je n'ai jamais senti le problème de l'hégémonie au sein du mouvement... par rapport au travail que je fais moi... dans le sens où rien de ce qui a été fait lors du Forum social florentin n'a jamais touché mon travail [politique], et cela donne une tranquillité incroyable... Quant à la structure générale du mouvement elle est par contre *difficilement récupérable* par une force seule » (2B, p. 47).

Même si les identités organisationnelles demeurent très présentes, et à certains moments déterminantes, les militants ont l'impression que des convergences se dessinent dans l'action. L'engagement dans des campagnes communes est considéré comme une base pour la construction de rapports de confiance réciproques – selon un participant « Nous nous sommes passablement améliorés... Il me semble que les dernières assemblées ont été plus... je ne dis pas toutes, hein, parce quand même de temps en temps il y a ces assemblées qui retombent dans l'autoréférentiel, etc. En revanche, les assemblées débouchent aussi sur quelque chose... parce que, bon, c'est banal, mais on se connaît plus, il y a des relations qui se nouent, et qui élimine peu à peu certaines différences qui pouvaient exister au début » (4CC, p. 96-97).

Et puis, avec les risques de manipulation et de bureaucratisation craints par les militants, il existe un espoir partagé que la structure organisationnelle flexible, composée de multiples strates, puisse construire des arènes de confrontation entre des associations et des subjectivités diverses, qui n'agissent pas seulement en commun, mais également se transforment réciproquement, construisant des identités et valeurs neuves, devenant communauté. Comme le dit ce militant, « Le désir de changement est tellement répandu que l'organisation prime... Il y a cette grande quantité de *mailing lists*, d'initiatives, de tracts : il n'existe ni un site ni un organe qui les synthétise toutes... Il y a une offre très ample grâce à laquelle le "non-organisé" peut s'orienter sans avoir à choisir de façon exclusive ceci ou cela... C'est un mouvement ouvert à tous et... selon moi, le "non-organisé" est attiré par ça. Je l'ai entendu dire, par toutes ces manifestations colorées, par la volonté d'y être... L'un arrive là..., on lui propose des choses belles et probablement il adhérera en se dirigeant là où sa sensibilité le mène... *il ne restera pas en dehors de tout et il entrera probablement dans le réseau, connaîtra des gens, nouera des liens, deviendra communauté...* » (4A, p. 92).

Démocratie en mouvement : quelques conclusions

Pour résumer, notre recherche a souligné la présence de militants dotés de propriétés sociographiques hétérogènes, aux appartenances associatives denses, tenues ensemble par un modèle organisationnel particulier. L'une des caractéristiques du mouvement altermondialiste réside dans son insistance sur la présence d'identités plurielles, la valorisation des subjectivités et la contamination dans l'action. Dans ce mouvement convergent en effet une multiplicité de groupes plus ou moins anciens : syndicats et nouveaux mouvements (des écologistes aux féministes), partis de la gauche critique et centres sociaux, mouvements religieux et associations de volontaires. Tenant compte de cette hétérogénéité, la structure organisationnelle interne souligne le consensus et le refus de la délégation – avec un système de porte-parole tournant (même si ce système est souvent critiqué). La forme réticulaire des organisations se lie avec le respect des différences. L'acceptation de la diversité s'oppose à l'homogénéisation (« *macdonaldisation* ») de la globalisation « d'en haut » ; la différenciation à l'homologation du « capitalisme global ». L'implication des non-organisés est positivement considérée, également en termes de contributions spécifiques à la construction du savoir.

Dans les descriptions de Seattle, l'organisation flexible de la protestation avait été souligné, à travers notamment la coexistence d'organisations formelles (comme les syndicats et les grandes associations écologistes) et de petits groupes, parmi lesquels des centaines de groupes d'affinités, définis selon la plate-forme de l'appel à manifester comme des noyaux de 5 à 20 personnes, composés « d'amis, de personnes de ta ville, voisins ou collègues de travail, membres de ton organisation ou de ta communauté, ou quiconque avec qui tu as une affinité, des intérêts ou une identité commune ». Même ensuite, de grandes mobilisations supranationales seront organisées par des associations d'intérêt public et petits groupes d'affinités, coordonnés en réseaux flexibles, avec des décisions prises de façon consensuelle et des porte-parole plutôt que des leaders. Plus généralement, l'hétérogénéité de la base militante favorise l'expression de la subjectivité et de la diversité, la coopération plutôt que l'homogénéisation. Une stratégie « lilliputienne » – comme métaphore de l'effort conjoint d'une multitude de petits groupes contre le géant Gulliver – est revendiquée par les groupes qui émergent sur des thèmes précis, se regroupent dans des réseaux transnationaux, cherchent à mettre à profit des ressources (en premier lieu la facilité de communication) qui viennent de la globalisation elle-même.

La mise en réseau fonctionne tant au moyen de canaux virtuels – en particulier l'internet – que de rencontres réelles, en face-à-face, au niveau local, national et supranational. Ces lieux, et avant tout les forums sociaux, représentent des expérimentations d'une forme de démocratie définie dans

le débat scientifique, mais pas seulement, comme démocratie délibérative, participative, discursive, « du bas ». Soulignant le respect des opinions et des subjectivités, les forums sociaux devraient être avant tout des lieux d'échange d'idées où – sur la base d'un raisonnement ouvert aux argumentations de tous – on atteint un consensus sur des valeurs construites en commun. Si dans la pratique est apparu un danger, perçu et discuté par les militants, de la prévalence dans la discussion des groupes les mieux organisés, on souligne également, bien plus que dans les mobilisations passées, l'importance d'atteindre des décisions consensuelles (même à partir d'un plus petit dénominateur commun) et la tolérance, ou mieux, l'ouverture vers des expériences différentes⁴⁹.

Ce modèle présente des avantages et des désavantages, discutés de façon inégale par les militants et les chercheurs. Dans les aspects positifs, le refus d'un *leadership* permanent limite les dangers de personnalisation ou d'oligarchisation. La pluralité des groupes, fondations, églises, intellectuels, associations ou communautés réduit le poids de l'identification à une seule organisation et son corollaire : le danger d'une bureaucratisation, comprise comme la prédominance du souci de se maintenir des organisations, au mépris de la réalisation des objectifs. La structure décentralisée est présentée comme un refus explicite de la centralisation des grandes corporations, la dispersion du pouvoir comme contrepoids à sa concentration dans le capitalisme sauvage néolibéral⁵⁰. La structure en réseau semble capable de réduire les coûts de la communication, ce qui résonne mieux avec une culture individualiste⁵¹.

Pourtant, il existe quelques difficultés dans les structures réticulaires, liées en particulier à l'investissement élevé en temps nécessaire à la prise de décision et au risque de fragmentation, surtout dans les phases de reflux de la mobilisation. L'idéal de la démocratie délibérative, basé sur une ouverture aux argumentations des autres, demande en effet de hautes doses de confiance réciproque et de solidarité, souvent plus présentes au niveau local qu'au niveau national. L'emphasis sur le consensus n'élimine pas le besoin, plus ou moins fréquent, de décisions prise à la majorité, ni le nœud de la représentativité et du contrôle par en bas de délégués et de porte-parole. La structure décentralisée est définie comme mieux adaptée à l'extension de la mobilisation qu'à l'élaboration de propositions de synthèse⁵².

49. Epstein (B.), « *Not Your Parents' Protest* », *Dissent*, printemps 2000.

50. Klein (N.), *Fences and Windows. Dispatches From the Front Lines of the Globalization Debate*, 2002, p. 21.

51. Anheier (H.), Themundo (N.), *Organizational Forms of Global Civil Society. Implications of Going Global*, in Glasius (M.), Kaldor (M.), Anheier (H.), eds, *Global Civil Society*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

52. Klein (N.), *Fences and Windows, op. cit.*, p. 23.

En outre, le modèle organisationnel idéal, que les militants déclarent vouloir construire, ne reflète pas les pratiques réelles de la prise de décision dans le mouvement. Si méthode de consensus, médiateurs et porte-parole sont les solutions organisationnelles approuvées par les diverses ailes du mouvement, elles sont toutefois pratiquées de façon différente au sein de la *Rete Lilliput*, dans les réseaux des centres sociaux italiens, ou dans les groupes d'affinités du DAN aux Etats-Unis⁵³. Le recours à la démocratie délibérative, ou discursive, pourrait n'exprimer qu'une mode, sans transformer de façon effective les structures décisionnelles à l'intérieur du mouvement. Des tendances à l'instrumentalisation de la part d'organisations mieux structurées, de même qu'une faible transparence des processus décisionnels ont été en outre souvent stigmatisées par les mêmes militants qui sont attachés à la recherche d'un modèle différent de démocratie interne. Plus généralement, on craint que le besoin d'une structure organisationnelle plus stable ne génère dans le futur des conflits majeurs dans le mouvement au sujet de la conception de la pratique démocratique⁵⁴.

Même avec les difficultés ici identifiées, ce modèle de « mouvement des mouvements » semble s'adapter à quelques-unes des transformations propres aux « sociétés globales ». En premier lieu, la société postfordiste se marque par une phase d'affaiblissement des identités traditionnelles, avec en particulier une fragmentation de la base sociale du mouvement ouvrier. La déréglementation du marché économique, avec la diffusion du travail précaire, contribue à fragmenter la base sociale de la contestation. Même dans les mouvements sociaux de la gauche libertarienne on observe une tendance à la spécialisation sur des thématiques isolées. En même temps, toutefois, se structurent des organisations et des groupes plus ou moins formels, liés à divers mouvements qui ont émergé durant les années 1970 et 1980, mais aussi à la « gauche traditionnelle ». Dans ces conditions, le « faire ensemble » constitue un défi qu'il est possible de relever par l'élaboration d'arènes plurielles et ouvertes où la communication est horizontale et orientée tendanciellement vers le respect des opinions de chacun.

En second lieu, autre élément de la postmodernité, la place centrale de l'individu est remise en cause. Les processus « d'individuation » ont été vus, en effet, comme des obstacles au développement de l'action collective. D'un autre côté, pourtant, comme l'avaient déjà signalé certains spécialistes des mouvements sociaux⁵⁵, les sociétés contemporaines offrent des ressources multiples pour la construction d'identités complexes. Sous certaines conditions, on observe une action collective également en présence d'une culture caractérisée par la valorisation de la personne, c'est-à-dire « des

53. della Porta (D.), « Multiple Belongings... », *op. cit.*

54. Rucht (D.), « Herausforderungen », art. cité.

55. En particulier, Melucci (A.), *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Londres, Century Hutchinson Ltd, 1989.

manières de dire ou de faire qui soulignent le caractère irréductible de l'individu. Cette valorisation de la personne suppose que l'on prête à l'individualité une valeur inhérente, au-delà de son accomplissement matériel et social, sans considération de ses liens avec une communauté spécifique ou des institutions⁵⁶ ». Le défi pour les mouvements contemporains consiste donc à élaborer un modèle de démocratie interne capable de rassembler les nombreuses subjectivités au travers de la valorisation du rôle des individus, plutôt que dans le sacrifice au collectif⁵⁷.

Enfin, le néolibéralisme par son insistance sur la capacité d'autorégulation des marchés, a accentué les difficultés des démocraties représentatives. La globalisation comme libération des mouvements de marchandises et capitaux a en particulier diffusé une image de toujours plus grande incapacité des gouvernements nationaux à intervenir sur les principaux problèmes économiques et sociaux (à commencer par le chômage) avec en particulier une détérioration des politiques de réduction des inégalités. Les organisations internationales semblent, de leur propre aveu, favoriser une politique privilégiant le libre-échange, d'où un déficit démocratique croissant dans les décisions publiques. Malgré cela, et en contradiction avec ce mouvement, le nouveau cycle de contestation témoigne d'une demande croissante de politique, mais d'un type nouveau, inattendu en particulier de la part des nouvelles générations. En ce sens, les mouvements sociaux doivent chercher à se structurer de façon à réussir à construire des sphères publiques alternatives à la politique traditionnelle, mais également à peser, à différents niveaux, sur les décisions publiques.

L'insistance sur la tolérance et le respect des subjectivités reflète et reproduit donc un *militantisme exigeant*. Si le militantisme du passé était perçu comme un sacrifice du quotidien au nom d'un futur idéal, les militants altermondialistes interrogés cherchent en revanche dans le mouvement un lieu de réalisation, tout de suite, d'idéaux et de gratifications. A la recherche de l'unité se substitue un fort rejet de l'« homogénéisation », à la fidélité à l'organisation, la revendication de la capacité critique des individus. Le militantisme exigeant risque donc de devenir un militantisme fluctuant et intermittent, que les organisations de mouvements sont toujours moins capables de tenir sous contrôle avec des ressources et des stratégies traditionnelles.

Traduction Marko BANDLER

56. Lichterman (P.), *The Search for Political Community*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 86.

57. Même une recherche sur les groupes locaux d'Attac-France a mis en évidence le refus de l'idée du sacrifice pour la cause. Le militant ne veut pas se conformer au groupe, mais mettre à disposition sa propre diversité, se considérant comme une individualité porteuse de ressources.